



Taux actuels de dénutrition : 5.4% retard de croissance : 29.5% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 13.6%

Source: Gouvernement sierra-léonais (DHS, 2019)

Bons résultats

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (16.4 % des dépenses publiques en 2018) correspondent aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation. Il en est ainsi depuis longtemps.
- Sierra Leone : ce pays a créé une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, rendant possible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Sierra Leone : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2018.
- Sierra Leone : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Sierra Leone : 97.9% des femmes de 15 à 49 ans ont rété vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2019.
- Sierra Leone : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Sierra Leone : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (7.9% des dépenses publiques en 2017) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Sierra Leone : l'État n'a pas assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est médiocre et les marchés fonciers fonctionnent mal.
- Sierra Leone : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Sierra Leone : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Sierra Leone's Medium-Term National Development Plan volume I) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Sierra Leone : ce pays n'a pas consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Sierra Leone : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 69 % des enfants en 2018.
- Sierra Leone : le faible accès à des sources d'eau potable améliorées (69.8% en 2017) et à des installations sanitaires améliorées (15.7% en 2017) empêche l'obtention de résultats positifs en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Sierra Leone : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation est médiocre.
- Sierra Leone : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.

Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	2.26%	2018	1er
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	7.9%	2017	18e
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Médiocre	2019	38e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Très bon	2019	6e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	81.1%	2017	13e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Médiocre	2018	26e ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Médiocre	2016	30e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	28e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Pas dans la loi	2019	16e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2006	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration de Maputo ● >=75 % and <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration d'Abuja ● >=75 % and <100% ● >=100%

³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Oui	2019	1er ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	69%	2018	22e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	69.8%	2017	38e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	15.7%	2017	42e
Visites médicales pour les femmes enceintes	97.9%	2019	5e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Faible	2019-2023	31er
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2018	1er ex aequo
Lois			
Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Non consacré dans le droit	2019	40e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel